



Solidarité avec le peuple palestinien !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier, l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bull-

dozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahou est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

Lundi 9 octobre 2023

Le NPA33 appelle aux rassemblements en solidarité du peuple palestinien.

Rassemblement unitaire, jeudi 12 octobre à 18h30 place Jean Moulin

ESOP : Toujours les mêmes qui s'engraissent

Chez Capgemini, l'info était partout : la semaine dernière s'achevait la campagne d'investissement salarié de Capgemini (ESOP). Il semble que ce fut l'unique occupation de l'équipe de communication interne ces derniers mois. Pas une semaine ne s'est écoulée sans recevoir de la doc, de la pub et des invitations à des conférences.

Mais pourquoi tant d'acharnement de la part de la direction ? Parce que l'offre est intéressante pour le salarié me direz-vous, et que dans son bon cœur, la direction ne veut pas que l'on manque l'affaire de l'année ! Dans ce cas c'est étonnant qu'ils ne mettent pas autant d'entrain lorsqu'il s'agit d'augmentations collectives ou d'amélioration des conditions de travail.

Evidemment, cette campagne a de nombreux avantages pour les VRAIS actionnaires de notre entreprise, des avantages qui dépassent facilement l'inconvénient de devoir céder une miette de propriété privée aux travailleurs. D'abord, la part du capital qui est accessible aux employés n'est que de 8%, divisée parmi des centaines voire des milliers d'employés, autant dire que le chiffre est négligeable.

Mais surtout, l'employé n'est pas à proprement parler propriétaire d'actions. C'est Amundi, l'entreprise de gestion d'actifs la plus grosse d'Europe qui achète des actions Capgemini avec notre argent et se rémunère copieusement sur les dividendes (qui ne font qu'augmenter d'année en année, pratique).

Pour Capgemini, la pratique est encore plus rentable. En plus d'essayer de faire naître un sentiment bien illusoire de "propriété" et donc d'engagement chez ses employés, c'est un moyen de récupérer un peu de notre salaire pour engraisser toujours la même classe, celle des patrons, des grand propriétaires.

Bien sûr, il n'y a aucune honte à profiter de l'occasion pour se faire un complément d'épargne abondé par l'entreprise. Ne nous culpabilisons pas entre nous mais ne nous faisons pas avoir par le discours de ceux qui ont intérêt à notre misère.

CGI : La direction nous fait l'aumône !

Quel élan de générosité de la part de la direction de CGI ! Après de nouvelles discussions lors des NAO, elle s'est surpassée pour porter sa proposition d'augmentation de l'enveloppe salariale de... tenez-vous bien, 2% à 3%. Oui, vous avez bien lu !

Ces miettes jetées aux travailleurs de CGI ne sont rien d'autre qu'une insulte, dans un contexte où l'inflation en septembre se chiffrait à 4,9% sur l'année. Autrement dit, même avec cette "augmentation", nos salaires réels seront toujours en diminution. Comment peut-on vivre décemment avec des augmentations bien en-dessous de l'inflation ?

Cette augmentation, aussi minime soit-elle, représente une hausse de 50% de la proposition initiale de la direction. Il est clair qu'elle avait largement les moyens d'accorder plus, mais tout est fait pour satisfaire les actionnaires mécontents, toujours avarés de leurs profits, pas suffisants à leur goût.

Mais nous ne sommes pas dupes : nous étions plus nombreux au débrayage de jeudi dernier. D'une vingtaine de collègues la semaine précédente, nous sommes passés à 27, tous conscients de la nécessité de se battre pour nos salaires, et que la seule solution c'est la grève.

Continuons de rassembler nos collègues autour de nous afin d'être encore davantage en AG le jeudi 19 octobre !

CGI : La mobilisation s'étend au-delà de Bordeaux !

Souvenez-vous de la pétition sur les salaires qui a circulé sur les plateaux de CGI Bordeaux en mars dernier. Ayant alors recueilli 235 signatures, elle réclamait une augmentation de 400€ avec un plancher minimum de 2000€ net pour tous les salariés de

CGI. Une demande loin d'être démesurée quand on connaît les bénéfices de l'entreprise.

Mais voilà, cette pétition n'a pas seulement fait écho à Bordeaux. L'insatisfaction est bien plus profonde et s'étend un peu partout. À Lyon, 68 personnes l'ont signée. À Amiens et Arras, pas moins de 93 signatures ont été recueillies. À Niort et à Pau, près de la moitié du site a remonté la pétition à la direction.

La pétition poursuit sa route, circulant sur d'autres sites de CGI en France, preuve s'il en fallait que le mécontentement des salariés est palpable partout. Partout, la colère monte face à la sourde oreille de la direction, qui pense calmer le jeu avec ses 3% d'augmentations. Face à son indifférence, c'est ensemble, à travers toute la France et au-delà, que nous devons faire entendre notre voix.

Le 13 et après, préparons la riposte

Selon les données officielles, l'indice des prix aurait augmenté depuis juillet 2021 de 13,42 %, tandis que le salaire moyen de base n'a augmenté que de ... 6,77 % !

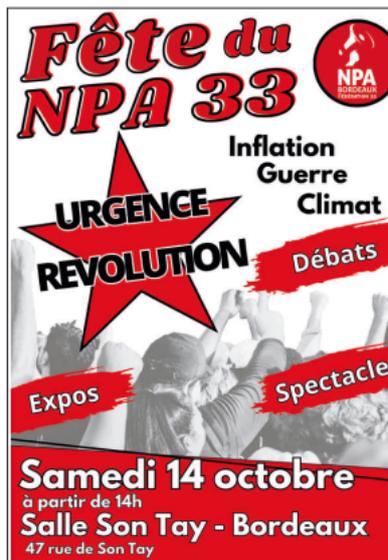
L'inflation dévore les salaires, mais elle ne tombe pas du ciel. Elle est alimentée par les capitalistes de l'énergie ou de l'agro-alimentaire qui s'assurent des marges sur notre dos !

Le 13 octobre, l'intersyndicale appelle à une journée pour l'augmentation des salaires, pour soi-disant exercer une pression sur Macron avant la « conférence sociale » sur les bas salaires.

Il n'y a rien à attendre de cette farce, mais servons-nous de cette occasion pour dire notre colère, nous organiser, nous préparer pour une véritable lutte d'ensemble sur les salaires.

Manifestation intersyndicale interprofessionnelle

Vend 13 oct. 12h30 pl de la République Bordeaux



... et pendant toute la fête :

Librairie

Expositions

- Migrants, exilés, prolétaires de tous les pays, Solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme
- Femmes, vie, liberté - la lutte des femmes, moteur de la lutte internationale pour l'émancipation, la révolution
- Inflation, guerre, climat, crise globale du capitalisme et actualité de la révolution

Buvette, café, pâtisseries, petite restauration...

Venez débattre des idées de la révolution dans une ambiance fraternelle et vous distraire le samedi 14 octobre de 14h à 22h à la Fête du NPA33

Débats :

14h30 : La "mondialisation de la révolte", pour en finir avec le chaos du capitalisme mondialisé

16h : Quels acquis du mouvement des retraites pour préparer la riposte ?

18h Allocution politique

Spectacles :

20h30 : Lecture musicale "À la ligne - Feuilles d'Usine" de Joseph Ponthus par Sophie Robin et Eric Chevance

21h30 Set Circonflexe